

# LE P.C.F. A LA RECHERCHE D'UNE LIGNE

Dans le précédent article où nous avons examiné le projet de résolution et le projet de statuts proposés pour le Congrès, nous avons montré que, la direction du P.C.F., à la fois, en raison de la situation objective et de l'état de l'organisation, avait été contrainte d'avancer un certain nombre d'idées nouvelles et d'entreprendre la libéralisation du régime intérieur du Parti. Nous avons émis l'hypothèse que c'était l'évolution des rapports entre le P.C.F. et le P.C. de l'U.R.S.S., dans le sens d'une moins grande dépendance, qui rendait possibles ces transformations encore à leurs débuts.

R. MERLIN.

Les documents préparatoires au XVII<sup>e</sup> Congrès, révèlent l'embarras de la direction et sa timidité pour innover tant du point de vue politique que du point de vue organisationnel.

Cette situation génératrice d'ambiguïté se traduit dans les colonnes de « l'Humanité » par un certain nombre de notes discordantes sur les perspectives et les formes d'actions.

Ainsi, au commencement de l'année, dans un éditorial, Andrieu, membre du Comité Central, rédacteur en chef, renouvelait, à l'endroit de la bourgeoisie démocratique, les habituelles protestations de modération. En substance, écrivait Andrieu, nous avons montré en 1936 et en 1945 que nous étions capables de jouer la règle. Nous n'avons pas été plus loin que nous l'avons promis à nos alliés. Le passé est garant qu'à l'avenir nous ferons honneur à nos engagements. Dans le projet de résolution, paru peu de temps après, le bureau politique tenait un langage différent. L'espoir était formulé qu'on pourrait aller plus loin qu'en 1936 et qu'en 1945, et l'accent mis sur la volonté de ne pas servir purement et simplement de force d'appoint.

Dufriehe, dans un discours prononcé à Nantes devant les travailleurs des usines touchés par les licenciements proclamait : « C'est ici, à Nantes, que réside la solution. », et tout son discours était encore mal dégagé de la tactique de la particularisation. Par contre, Benoît Frachon, écrit dans « l'Humanité » du 28 février : « Il est donc normal qu'ils (les travailleurs) aspirent à conjuguer leurs efforts en un front commun, en une lutte coordonnée, intéressant l'ensemble des métallos. Mais le problème posé par le combat que mènent (les travailleurs de Nantes) n'est pas un problème local. S'il reste limité aux lieux choisis par le patronat, il risque de se conclure au mieux par quelque compromis, non négligeables certes, mais pas décisifs. Patronat et Etat répéteront leurs attaques ailleurs. C'est pourquoi tous les métallos se sentent concernés et menacés. »

A l'offensive générale, il faut riposter par la contre-offensive générale et concertée... »

Frachon ajoute d'ailleurs un peu plus loin dans son article, que des revendications comme l'augmentation générale des salaires et le retour à la semaine de 40 heures ne peuvent être arrachées qu'à ce prix.

Nous voudrions encore apporter, pour preuve d'indétermination de la politique du P.C.F., l'apparition et la disparition successives dans les discours des leaders des mots « politique nationale ». La fantaisie personnelle et le style de chacun n'expliquent certainement pas tout.

Les violons sont mal accordés pourrait-on dire. Appréciation en partie

exacte seulement. La cacophonie dont nous vous avons donné quelques exemples est la manifestation de discussions dans les sommets, certes, mais aussi la traduction de la perplexité de la direction et de l'incohérence de la ligne qui s'expriment depuis quelques mois par une série de zigzags rapprochés.

L'impression de l'orientation nécessaire de vastes assemblées générales comme celle qui s'est tenue à Paris le 14 février sous la présidence de Waldeck Rochet. Le président et le rapporteur, Paul Laurent n'ont pu cacher que certains camarades posaient la question de savoir où on allait.

Les militants dans leur ensemble se trouvent désorientés, mais ce sont les anciens qui en souffrent le plus et qui dépassés par la déstalinisation ne reconnaissent plus, à beaucoup d'égards, leur organisation. Dans leurs rangs les mises en sommeil se multiplient.

Le recrutement du P.C.F. ne tarit cependant pas. Les jeunes prennent dans l'organisation un poids toujours plus grand, il n'est pas rare de voir des secrétaires de section à peine majeurs, et des membres de Comités Fédéraux qui n'ont que quelques années de Parti. Georges Marchais, dans « l'Humanité » du 29 février a pu écrire : « Tout d'abord, il nous faut souligner que la grande majorité des nouveaux sont des jeunes. La plupart des rapports qui nous sont parvenus des fédérations indiquent qu'environ 50 % ont moins de 25 ans. Dans certains cas, on compte de 60 à 70 % de moins de 30 ans. »

Pour le moment, la direction peut se satisfaire du renouvellement, parce que les nouveaux adhérents ne savent pas ce que fut la soumission de l'équipe Thorez à la bureaucratie soviétique et quelles en furent les conséquences pratiques. La plupart étaient très jeunes à la mort de Staline et il n'est pas rare d'en voir qui ignorent jusqu'au nom même d'André Marty. Seulement, le moment approche où il faudra répondre à leurs aspirations : si peu éduqués soient-ils encore, ils ont adhéré au P.C.F. pour agir et pas dans n'importe quelle direction.

Ces jeunes seront moins dociles que leurs aînés. Le recours aux arguments d'autorité n'est déjà plus une méthode de direction et les falsifications historiques ne pourront pas toujours tenir lieu de politique.

Ce qui vient à l'existence, à la faveur de la situation objective, de la crise du Mouvement Communiste et du renouvellement du P.C.F., ce sont de nouveaux rapports entre la base et la direction. Rapports nouveaux plus favorables à la circulation d'idées « hérétiques », de toute sorte, de droite ou de gauche.

Les courants de droite, les courants franchement révisionnistes sont principalement représentés par des militants nés à l'opposition après l'insurrection hongroise. Ils se concertent avec des éléments principalement syndicalistes hors du Parti et publient des brochures comme celle signée « Jean Dru ».

Les jeunes, par contre, représentent potentiellement les courants de gauche. S'accommodant relativement bien encore avec la direction actuelle, ce sont eux qui en réalité sont les plus sensibles à l'insuffisance pratique des documents préparatoires au Congrès pour mener une lutte résolue contre le régime dans la perspective du socialisme. Il faut cultiver leur sensibilité révolutionnaire et lui donner des fondements théoriques en leur montrant qu'il existe des obstacles au développement de la lutte de classe qui ont pour origine la politique même du Parti. Obstacles qui principalement s'appellent programme commun avec les démocrates bourgeois, et déstalinisation à petite vitesse.

# Le 7<sup>e</sup> Congrès des Etudiants communistes

L'Union des Etudiants Communistes vient de tenir son congrès entre le 5 et le 8 mars. Ce congrès dut apparaître à beaucoup d'observateurs comme confus et incompréhensible. Les anti-thoréziens faisaient bloc avec les représentants du Parti, les tendances réputées pro-chinoises attaquaient le stalinisme, le parti communiste donnait pour consigne dans les couloirs de voter pour un Comité National comprenant notamment les « gauchistes » les plus en vue. On comprend, dans ces conditions, le trouble qui pouvait régner chez les délégués de base les moins politisés. Mais revenons un peu en arrière.

## Le congrès des dupes

C'est devant une assemblée bien modifiée, par rapport au précédent, que s'ouvrit ce VII<sup>e</sup> Congrès de l'U.E.C.

Ainsi que nous l'avions déjà relevé dans notre numéro de janvier dernier, la direction du Parti Communiste avait fait un gros effort pour reconquérir la majorité étudiante, depuis le dernier congrès de l'U.E.C. Ayant opté finalement pour une tactique d'usure, elle avait fait porter ses efforts principalement sur les secteurs de province ou le faible nombre d'adhérents rend une vie autonome de ceux-ci plus difficile. Or, apparemment, non seulement la direction sortante avec Forner et Kahn avait largement sous-estimé les fruits de ce travail, mais semble-t-il également les responsables du P.C. Il apparut, en effet, que les « suivistes » avaient la majorité dans ce congrès, de peu sans doute, mais sans aucune erreur possible. La confusion, les positions réformistes de la majorité du Bureau National favorisèrent aussi cette reconquête.

Leurs errements politiques comme la méconnaissance de leur propre organisation conduisirent Forner et ses amis à une grave erreur dont ils n'ont pas fini de peser les conséquences.

En effet, quelques semaines avant le congrès, ils conclurent une alliance avec les « Thoréziens » contre la gauche. Cette attitude conduisit à la démission du Bureau National de 7 membres sur 22. Les 7, conduit par Crubellier depuis longtemps, réfutaient que l'acceptation de la coexistence pacifique signifie aussi celle des voies pacifiques. L'alliance de Forner avec les représentants du Parti mit le comble aux désaccords. Ces démissions reflétaient un phénomène plus général, la polarisation des étudiants communistes entre les pro-partis et la gauche. Ainsi au travers des divers scrutins il apparut que le parti pouvait compter sur environ 55 % des mandats, la gauche sur 30 % et partagés entre Forner et Crubellier dans des proportions variables ne restaient plus que 15 % des mandats.

Dans les premiers jours du congrès, Forner ne prit pas conscience du rapport réel des forces. Avec les « suivistes » il s'évertua à faire porter le débat d'abord sur la coexistence pacifique afin de cristalliser l'opposition à la gauche. Après un de ces longs débats de procédure qui fut une des caractéristiques malheureuses de ce congrès, il obtint satisfaction. Mais il apparut alors que ces « Chinois » tant honnis, s'ils se prononçaient contre toute condamnation du P.C. chinois, s'ils approuvaient leurs rejets des voies pacifiques, contestaient la position des Chinois sur la Yougoslavie, comme la possibilité maintenant de transformer une guerre mondiale en guerre révolutionnaire du fait de l'arme atomique. Dès lors, il apparut qu'il y avait de larges bases d'accord entre la gauche et les amis de Crubellier. Ensemble ils s'évertuèrent à dénoncer l'alliance Forner-Leroy pour la dissocier. Et de fait, sur plusieurs votes, notamment l'acceptation ou le rejet des rapports P.C.-U.E.C. définis dans le précédent congrès ou la publication des compte rendus des Congrès du P.C.U.S. du X<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> congrès, les « suivistes » s'opposèrent avec une majorité de quelques voix au reste du congrès. Finalement, aucune discussion n'eut lieu sur l'action immédiate et notamment les revendications étudiantes.

L'élection du Comité National donna lieu à la dernière bataille, il apparut en effet, qu'un accord était intervenu entre le Bureau National et le Bureau Politique avant le congrès sur une liste de

83 candidats comprenant 35 « suivistes », 35 « italiens » et 13 « gauchistes ». C'est cette liste qui fut finalement proposée au congrès, encore qu'elle ne refléta plus du tout l'influence des uns et des autres. L'opposition refusa cette élection sans base politique et après leur élection, ses 13 représentants démissionnèrent, suivis par 5 délégués que le Bureau sortant croyait lui être acquis.

Finalement, l'accord se fit pour considérer comme provisoire ce comité et le bureau qu'il élira ; leur tâche principale étant de préparer un congrès pour novembre prochain.

## Quelques conclusions

Le principal vaincu de ce congrès est sans conteste le courant « italien » qui avait la majorité et n'a plus maintenant que 10 % des délégués.

Le courant « suiviste » a remporté apparemment un brillant succès. Mais il s'agit en réalité d'une victoire bien incertaine. En effet, si la direction du P.C.F. peut compter pour les raisons que nous avons évoqué dans un article précédent sur un certain nombre d'anciens militants, il apparaît que les jeunes sont susceptibles d'évolution dès lors qu'ils constatent que l'opposition n'est pas ce ramassis de sectaires, de dogmatiques qu'on leur avait décrit. Par ailleurs, il se confirme qu'une division existe entre ceux que l'on pourrait appeler « Thoréziens », partisans des vieilles méthodes, représentées par exemple par les secteurs de Lille, Poitiers, Grenoble et d'autres qui, suivant Waldeck-Rochet et Leroy, s'affirment partisans d'une libéralisation et sont notamment représentés à Toulouse et à Orsay.

Ces divergences au sein de la direction du Bureau Politique du P.C.F., dont on parle depuis quelques temps et qui semblent dépasser le problème posé par l'U.E.C., se confirment. Le tournant effectué par la direction du P.C. à la veille du VI<sup>e</sup> congrès de l'U.E.C. était bien le résultat d'une lutte de tendances au Bureau Politique et au Comité Central, même si un accord intervint à un moment entre deux tendances. Pour bien apprécier l'importance du tournant, il faut repartir de la proposition Forner-Leroy pour le Comité National. D'une part Leroy avait admis, sur les instances de Forner et de ses amis semble-t-il, que 13 « gauchistes », effectivement représentatifs pour la plupart, soient membres de ce comité national. Ensuite, quand il s'avéra qu'ils disposaient de la majorité des délégués, les représentants du parti ne remirent pas l'accord en cause. Il s'agit donc de bien autre chose que de souplesse tactique, mais apparemment d'une attitude, ligne nouvelle « italienne » en ce qui concerne les rapports entre la direction et la base. Et ceci explique dans une large mesure et l'alliance entre Forner et Leroy et le ralliement au Bureau Politique du P.C.F. d'une partie non négligeable de ceux qui soutenaient Forner dans le passé. Déjà nous avions signalé dans nos colonnes qu'il nous paraissait vraisemblable que la libéralisation en cours dans le P.C.F. et semble-t-il maintenant sous l'impulsion de Waldeck-Rochet plus que sous celle de Thorez ait pour conséquence la résorption de certains courants oppositionnels chez les intellectuels. D'autres informations tendent d'ailleurs à confirmer cette appréciation.

Cette évolution est sans doute une des conclusions les plus importantes que l'on puisse tirer de ce congrès.

## Et la gauche

Elle sort incontestablement renforcée de ce congrès. Il y a encore peu de mois ces forces étaient essentiellement le secteur de Sorbonne lettres. Maintenant elle a étendu son influence à une large partie des secteurs parisiens, à Lyon et de petits secteurs comme ceux de Nice et de Nantes et des soutiens dans des villes comme Marseille. De moins de 10 % au dernier congrès où elle était à peine apparue, elle passe à près de 30 % des mandats. Constituée jusqu'à présent d'équipes, dans le secteur Sorbonne lettres,

(Suite page 7.)